



**HAL**  
open science

# Ressorts et formes d'un engagement communiste au XX<sup>e</sup> siècle : le cas d'Ambroise Croizat

Rosell Léo

► **To cite this version:**

Rosell Léo. Ressorts et formes d'un engagement communiste au XX<sup>e</sup> siècle : le cas d'Ambroise Croizat. *Transversales*, 2024, 23, [http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Transversales/Engagement\\_I/L\\_Rosell.html](http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/publications/Transversales/Engagement_I/L_Rosell.html). hal-04595536

**HAL Id: hal-04595536**

**<https://u-bourgogne.hal.science/hal-04595536v1>**

Submitted on 31 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

# **Ressorts et formes d'un engagement communiste au XX<sup>e</sup> siècle : le cas d'Ambroise Croizat**

Léo Rosell

## **RÉSUMÉ**

L'exemple de l'engagement d'Ambroise Croizat, à la fois syndical et politique, permet d'apercevoir comment l'individu peut continuer d'exercer sa subjectivité dans l'engagement collectif que constitue la cause communiste. Les ressorts de l'engagement communiste peuvent donc être à la fois individuels et collectifs, se nourrissant des trajectoires personnelles tout en s'inscrivant dans des organisations nationales d'un grand parti mondial, l'Internationale communiste. De même, à une époque où le Parti communiste entendait constituer le « parti de la classe ouvrière », Ambroise Croizat a pu bénéficier d'une politique de promotion interne des militants issus des classes populaires, incarnant une génération de militants ouvriers formés par les organisations du mouvement communiste et dont l'engagement fut en même temps un moyen d'ascension politique et sociale. L'étude du cadre communautaire que forme le mouvement communiste invite à saisir la place de l'individu dans son environnement social.

**Mots-clés :** Croizat, communisme, PCF, syndicalisme, CGT, Libération, Ministère du Travail

## **SOMMAIRE**

- Introduction : Ambroise Croizat, un « sujet communiste »**
- I. Un engagement de jeunesse**
- 1) *L'engagement, un héritage familial*
  - 2) *L'usine, lieu d'un engagement syndical*
  - 3) *L'entre-deux-guerres et l'internationalisme : un engagement communiste*
- II. La maturation d'un engagement et l'appel aux responsabilités**
- 1) *La formation et l'écriture de soi comme marqueurs d'un engagement conscient*
  - 2) *Défendre les métallos : Croizat, dirigeant syndical*
  - 3) *Se présenter, représenter : l'élection de Croizat comme député du Front populaire*
- III. De « l'ombre » à la lumière : les conséquences de l'engagement**
- 1) *Le coût d'un engagement communiste à la fin de la III<sup>e</sup> République et sous Vichy*
  - 2) *Un ministre du Travail engagé ? L'aboutissement de l'engagement*
  - 3) *La mémoire de l'engagement et son entrée dans la légende*
- Conclusion : de l'individuel au collectif, un engagement protéiforme**

## **Introduction : Ambroise Croizat, un « sujet communiste »**

Les approches historiennes de l'engagement communiste ont été fortement renouvelées par le tournant sociobiographique, opéré notamment dans le cadre du chantier du Maitron et des travaux de Claude Pannetier et de Bernard Pudal sur le « sujet communiste<sup>[1]</sup> ». Ainsi, du simple militant de la base aux principaux dirigeants du « Parti », la méthode prosopographique a mis l'accent sur les formes et les enjeux de l'engagement individuel dans le grand projet collectif de transformation de la société qu'a été le communisme français.

À ce titre, le cas d'Ambroise Croizat (1901-1951) est particulièrement intéressant, dans la mesure où les ressorts de son engagement ont beaucoup à voir avec les cadres de sa socialisation et de sa trajectoire personnelle. Une analyse séquentielle et processuelle met en évidence les ruptures et points d'inflexion de son parcours militant, de sa socialisation primaire dans une famille ouvrière et militante à la mémoire entretenue de son engagement. Ambroise Croizat s'engage d'abord au sein de la Confédération générale du travail (CGT) en 1916. Dès lors, les formes de son engagement se diversifient à mesure qu'il grimpe les échelons des organisations ouvrières. Permanent du Parti communiste-Section française de l'Internationale communiste (PC-SFIC), représentant à l'Internationale des jeunes communistes (IJC) à Moscou, il devient secrétaire de la Fédération CGTU des Métaux en 1928. Élu député sous le Front populaire, c'est surtout son dévouement en tant que ministre du Travail et de la Sécurité sociale, de 1945 à 1947, qui en fait une figure importante de la mémoire militante. À sa mort précoce, en 1951, le Parti communiste français (PCF) et la CGT lui organisent des obsèques grandioses. Son engagement sacrificiel au service de la classe ouvrière est alors présenté comme la cause de sa disparition.

Abordant cette question de manière nécessairement synthétique, le présent article se concentre sur les formes et principaux moments d'inflexion de l'engagement d'Ambroise Croizat. Il permet d'envisager comment l'individu communiste peut continuer d'exercer sa subjectivité, malgré l'engagement collectif que constitue la cause communiste. Il sera ainsi intéressant d'étudier comment cet engagement s'inscrit aussi dans le cadre communautaire que forme le monde communiste en France, à travers des sociabilités et une culture auxquelles participe le militant puis dirigeant communiste, mais aussi d'analyser comment des épisodes de sa vie démontrent une certaine liberté d'esprit et d'action vis-à-vis de la ligne majoritaire du Parti. En étudiant la place de l'individu dans son environnement social et militant, cet article s'inscrit dans une histoire sociale du politique, tandis que l'intérêt pour les représentations actuelles d'Ambroise Croizat nous permettra également d'aborder la mémoire de l'engagement.

Signalons enfin que cet article s'appuie sur des sources de nature diverse, aussi bien des archives publiques comme celles de la surveillance policière (Archives nationales, Archives de la Préfecture de police de Paris, Service historique de la Défense), que des archives privées, d'organisations – en particulier celles de la Fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGT (FTM-CGT) – ou encore les archives familiales (Fonds Caillaud-Croizat). Les sources périodiques, audiovisuelles et, pour la période la plus récente, les productions mémorielles sur les réseaux-sociaux, sont riches d'informations, en particulier sur la communication et la mémoire de l'engagement. Seuls les questionnaires autobiographiques – les fameuses « bios » remplies par les cadres communistes lors de chaque prise de nouvelle fonction et gérées par la

commission des cadres –, les correspondances et, de façon indirecte, *les Souvenirs*<sup>[2]</sup> de sa fille Liliane, nous donnent un aperçu de la réflexivité portée par Ambroise Croizat sur son parcours et son engagement, celui-ci n'ayant pas écrit ses Mémoires.

## **I. Un engagement de jeunesse**

### *1) L'engagement, un héritage familial*

Issu d'une famille ouvrière, Ambroise Croizat grandit dans la cité de La Léchère à Notre-Dame-de-Briançon, en Savoie. Sa mère, Louise Piccino, est employée dans un tissage de velours. Son père, Antoine Croizat, est militant ouvrier, socialiste puis communiste. Ouvrier ferblantier, ce dernier est licencié en 1906 après avoir participé à la création du premier syndicat de la région. Le père de famille étant licencié, les Croizat doivent quitter la région pour Ugine puis Lyon. Dès son enfance, Ambroise Croizat est donc socialisé dans un milieu ouvrier et militant, avant d'être confronté à l'arbitraire patronal qui frappe sa famille.

Par ailleurs, il raconte dans une autobiographie au début des années 1930 qu'il suivait son père à la fin de la Première Guerre mondiale « dans les réunions que venaient faire à Lyon Brizon, Raffin-Dugens et Alexandre Blanc<sup>[3]</sup> ». L'engagement précoce d'Ambroise Croizat est donc manifestement encouragé par son environnement familial, par la fréquentation de lieux et la participation à des événements politiques avec son père en l'occurrence, probablement accompagnées de discussions qui ont pu participer à une première acculturation politique voire idéologique, dès son enfance.

### *2) L'usine, lieu d'un engagement syndical*

Outre le cadre familial dans lequel se développe son engagement, Ambroise Croizat commence lui-même à travailler à l'usine lorsque son père et son frère sont mobilisés en 1914, à l'âge de treize ans, sans avoir passé le certificat d'études. Cette plongée directe dans le monde de l'usine marqué par l'économie de guerre et cette expérimentation personnelle des rapports de domination propres au salariat industriel constituent un point d'inflexion dans son processus de politisation.

D'abord embauché comme simple manœuvre, exposé à la dureté du travail à l'usine, il s'engage au sein du syndicat des métaux CGT de Lyon en 1916. Il obtient par la suite la qualification d'ajusteur-outilleur et participe dans le même temps aux grandes grèves de la région lyonnaise en 1917-1918. Chez Croizat, l'engagement syndical semble donc précéder, du moins chronologiquement et sans doute du fait de son expérience ouvrière, l'engagement politique, même si les deux sont amenés à se compléter et à se prolonger. Ainsi, début 1918, il rejoint les Jeunesses socialistes « sur la base de la lutte contre les chefs jusqu'au-boutistes<sup>[4]</sup> », comme il le souligne dans sa « bio », ce qui apparaît comme la première étape de son engagement politique *stricto sensu*.

### *3) L'entre-deux-guerres et l'internationalisme : un engagement communiste*

Ambroise Croizat fait donc partie de cette génération de militants communistes qui se sont politisés dans le contexte de la Grande guerre, et dont l'engagement est dès lors dominé par un internationalisme pacifiste, qui assimile la guerre à un conflit entre impérialismes. Toujours dans la même autobiographie de 1930-1931 – la plus fournie des trois dont nous disposons –, à la suite de l'évocation des réunions publiques avec Pierre Brizon, Jean-Pierre Raffin-Dugens et Alexandre Blanc, il commente : « J'étais à fond avec eux ». Le choix de ces trois noms n'est sans doute pas anodin, dans la mesure où ces députés socialistes sont les seuls à avoir voté contre les crédits de guerre, le 24 juin 1916.

Leur énumération insiste donc sur la dimension pacifiste et internationaliste de ce premier engagement de jeunesse, l'expression utilisée mettant l'accent sur son enthousiasme. Engagé contre la guerre et le colonialisme, il prend part au Comité de la Troisième Internationale qui œuvre à l'adhésion de la SFIO à l'Internationale communiste. Il rejoint par conséquent la Section française de l'Internationale communiste à l'issue du Congrès de Tours qui se tient fin décembre 1920. Dès lors, les formes de son engagement se diversifient à mesure qu'il grimpe les échelons de la CGT et du PC. La notice du Maitron qui lui est consacrée note à ce titre que « ses engagements politiques et syndicaux lui valurent plusieurs licenciements<sup>[5]</sup> », ce qui illustre les affres de l'engagement syndical et politique.

## II. La maturation d'un engagement et l'appel aux responsabilités

### 1) La formation et l'écriture de soi comme marqueurs d'un engagement conscient

Croizat participe à la première école nationale organisée du 23 septembre au 16 octobre 1924 à Paris par la Fédération des Jeunesses communistes. Il affirmait en 1930 avoir des difficultés pour acquérir une culture politique n'ayant lu, en dehors de l'*Abrégé*, que quelques « bouquins de Lénine<sup>[6]</sup> ». Par ailleurs, la formation théorique passe également par la pratique encouragée de l'écriture, notamment journalistique, par exemple sous la forme de reportages sur l'activité des syndicats ou les grands événements du mouvement ouvrier. On ne compte ainsi pas moins de cinquante-et-un articles et sept entretiens ou reprises de ses déclarations dans *l'Humanité* du 24 janvier 1926 au 27 juillet 1939, soixante-dix articles et deux entretiens dans la presse confédérale du 20 juin 1924 au 20 juillet 1939, ou encore soixante-treize articles dans la presse fédérale – en particulier *Le Métallurgiste*, *L'Union des Métaux* et *Le Guide du métallurgiste* – d'avril 1927 à 1950<sup>[7]</sup>.

Outre la formation théorique et pratique apportée aux militants par les organisations du mouvement ouvrier, une rétribution davantage matérielle de l'engagement repose sur l'embauche comme permanent. À une époque où le PC entend constituer le « parti de la classe ouvrière », Ambroise Croizat bénéficie d'une politique de promotion interne des militants issus des classes populaires, au cœur du *cursum honorum* communiste. En ce sens, il incarne cette génération de militants ouvriers formés par les organisations du mouvement communiste et dont l'engagement fut en même temps un moyen d'ascension politique et sociale. Représentant à l'Internationale des jeunes communistes (IJC) à Moscou, de mars 1926 à juin 1928, il y aurait suivi des cours de propagande. Notons enfin, pour illustrer la liberté de ton conservée par Ambroise Croizat y compris dans le cadre très sérieux du questionnaire biographique, la réponse qu'il apporte dans celle de 1930 à la question concernant sa situation sociale. En effet, alors

permanent, Croizat répond qu'il est « faucher [sic] en permanence<sup>[8]</sup> », trait d'esprit qui illustre le maintien d'une certaine subjectivité critique de sa part vis-à-vis de l'appareil du Parti.

## *2) Défendre les métallos : Croizat, dirigeant syndical*

Membre suppléant de la commission exécutive de la CGTU depuis 1925, Ambroise Croizat devient secrétaire de la Fédération CGTU des Métaux dès son retour de Moscou en juin 1928. La même année, il effectue de nombreux déplacements pour soutenir des mouvements de grèves à Bordeaux, Belfort, Saint-Chamond, Arras, Lille, Dunkerque, Nantes et Marseille. En septembre-octobre, il dirige une grève du textile dans la région de Lille-Roubaix-Tourcoing puis réalise, en décembre, une tournée d'agitation et de propagande dans les régions de l'Ouest. Élu titulaire de la commission exécutive en 1929, il est également membre du bureau confédéral à partir de 1931. Dans son autobiographie de 1930, Croizat ne se reconnaissait pas d'aptitude particulière, « si ce n'est de ma part une tendance de toujours travailler dans le mouvement syndical<sup>[9]</sup> ».

## *3) Se présenter, représenter : l'élection de Croizat comme député du Front populaire*

Son engagement politique prend un tournant au moment du Front populaire. Candidat communiste aux élections législatives dans la deuxième circonscription du XIV<sup>e</sup> arrondissement de Paris (quartier Plaisance), il est élu député le 3 mai 1936 et prend une part active à l'élaboration des grandes lois sociales du Front populaire en tant que membre de la commission des affaires sociales. Rapporteur du projet de loi sur les conventions collectives du travail, il est également membre du Conseil national économique de 1936 à 1940. Ce mandat électif dans un quartier populaire de la capitale<sup>[10]</sup> lui permet d'apparaître comme un député de terrain, à l'écoute de ses administrés, notamment lors des permanences tenues au café Jeannot, 229 rue de Vanves, chaque lundi, de 20h30 à 22h ou les jeudis au café Tourrain, 57 rue Pernety, aux mêmes heures, mais aussi à travers les nombreuses correspondances conservées au sein des archives de la Fédération des travailleurs de la Métallurgie (FTM CGT). Notons d'ailleurs que Croizat travaillait alors en étroite collaboration avec les deux conseillers de ce quartier, Léon Mauvais et Marcel Paul – Raymond Losserand remplaçant le deuxième en 1938 –, tous communistes, ce qui ajoute une dimension collective à cet engagement.

### **III. De « l'ombre » à la lumière : les conséquences de l'engagement**

#### *1) Le coût d'un engagement communiste à la fin de la III<sup>e</sup> République et sous Vichy*

Conséquence de cet engagement, et en l'occurrence du refus de condamner le pacte germano-soviétique par loyauté envers la ligne du parti, Croizat est arrêté par la police dans la nuit du 7 ou 8 octobre 1939 à la sortie de l'Assemblée nationale. Il est déchu de son mandat de député le 20 février 1940 et condamné, le 3 avril suivant, par le tribunal militaire, à cinq ans de prison et 4 000 francs d'amende. Il passe ainsi la guerre dans les prisons de Vichy puis le bagne d'Alger, avec les autres députés communistes. Libéré le 5 février 1943 à la suite du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, il fait partie de l'Assemblée consultative provisoire à Alger, puis

à Paris, principalement comme membre des commissions des Affaires économiques et sociales, mais aussi de la réforme de l'État, de la législation ou encore de l'équipement national.

### *2) Un ministre du Travail engagé ? L'aboutissement de l'engagement*

C'est surtout son dévouement en tant que ministre du Travail et de la Sécurité sociale, du 21 novembre 1945 au 4 mai 1947, qui en fait une figure importante de la mémoire militante. En effet, lors de ce passage rue de Grenelle, il est chargé de mettre en place le régime général de la Sécurité sociale, le système de retraites ou encore les comités d'entreprise, en s'appuyant en particulier sur les militants cégéto-communistes pour mettre sur pied les caisses de Sécurité sur l'ensemble du territoire. Cette expérience est également l'occasion de mêler son engagement à celui d'autres types d'acteurs, au sein de son cabinet et de ses services ministériels, tout en conservant un lien permanent avec les militants syndicalistes et communistes.

### *3) La mémoire de l'engagement et son entrée dans la légende*

À sa mort précoce, le 11 février 1951, de nombreux hommages sont prononcés à travers le pays, y compris par des adversaires politiques, tel qu'Edouard Herriot le 13 février, en tant que président de l'Assemblée nationale. Le PCF et la CGT organisent des obsèques grandioses le 17 février, avec un cortège s'élançant de la Maison des Métallos, où le corps du défunt était exposé, au cimetière du Père Lachaise. Son engagement sacrificiel au service de la classe ouvrière est alors présenté comme la cause de sa disparition, comme l'a montré notamment Jean-Pierre Bernard dans un article sur la « liturgie funèbre des communistes<sup>[11]</sup> ». Si les années suivantes ont été marquées par une activité mémorielle intense au sein du monde communiste, notamment à travers la toponymie des communes de la ceinture rouge, l'évocation du nom de Croizat s'est progressivement restreinte aux stricts milieux militants, avant de ressurgir progressivement depuis une vingtaine d'années dans le débat public<sup>[12]</sup>, démontrant ainsi la dimension vivante et évolutive de la mémoire de l'engagement.

## **Conclusion : de l'individuel au collectif, un engagement protéiforme**

L'engagement d'Ambroise Croizat est donc protéiforme, à la fois syndical et politique. Celui-ci se décline à travers le travail de propagande, l'activité syndicale, l'écriture dans les journaux ouvriers, la candidature électorale, l'activité législative, l'action ministérielle ou encore la défense de son héritage politique. De ce point de vue, chez Croizat, on peut soumettre l'hypothèse que le politique constitue le prolongement du syndical, notamment par pragmatisme et par attachement à un ancrage populaire. De même, à une époque où le Parti communiste entendait constituer le « parti de la classe ouvrière », Ambroise Croizat a pu bénéficier d'une politique de promotion interne des militants issus des classes populaires, incarnant une génération de militants ouvriers formés par les organisations du mouvement communiste et dont l'engagement fut en même temps un moyen d'ascension politique et sociale.

Les ressorts de l'engagement communiste peuvent donc être à la fois individuels et collectifs, s'inscrivant dans des organisations elles-mêmes pensées comme sections nationales d'un grand

parti mondial, l'Internationale communiste. Ainsi, l'« engagement kominternien »<sup>[13]</sup> illustre bien cette superposition d'échelles, en même temps qu'une tendance à la bureaucratisation dans le monde communiste.

## NOTES

[1] Claude Pannetier et Bernard Pudal (dir.), *Le sujet communiste : Identités militantes et laboratoires du « moi »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

[2] Liliane Caillaud-Croizat, *Souvenirs*, Paris, IHS CGT Métallurgie, 2018, en ligne : <https://ftm-cgt.fr/liliane-caillaud-croizat-souvenirs/>, consulté le 15 janvier 2023. Cette publication résulte de la retranscription d'archives orales, à partir d'un entretien réalisé le 30 octobre 2012 par Bruno et Nicole Guérard, au domicile de Liliane Caillaud-Croizat à Saint-Saulge (Nièvre) et en présence de son fils Pierre Caillaud-Croizat.

[3] Questionnaire biographique daté de 1930/1931, p. 1-2. Fonds Caillaud-Croizat, à partir des Archives d'État russes d'histoire sociale et politique (RGASPI).

[4] *Ibid.*

[5] Notice « CROIZAT Ambroise » par Jean Maitron puis Claude Pannetier, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social*, en ligne : <https://maitron.fr/spip.php?article21126>, dernière modification le 1<sup>er</sup> octobre 2021.

[6] Questionnaire biographique daté de 1930/1931, p. 5.

[7] Ces comptes doivent beaucoup au travail d'inventaire réalisé par Emeric Tellier, alors archiviste de la FTM-CGT.

[8] Questionnaire biographique daté du 30/07/1930, p. 1. Fonds Caillaud-Croizat (à partir des archives du RGASPI).

[9] *Ibid.*

[10] Jean-Louis Robert, « Chapitre 5. Le temps d'un équilibre (1914-1958) », dans *Plaisance près Montparnasse : Quartier parisien, 1840-1985*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2012.

[11] Jean-Pierre Bernard, « La liturgie funèbre des communistes (1924-1983) », *Vingtième Siècle*, 9, 1986, p. 37-52.

[12] Voir entre autres le rôle joué par Michel Etiévent, auteur de *Ambroise Croizat ou l'invention sociale*, Challes-les-Eaux, Éditions Gap, 1999, rééd. 2012, par le Comité d'honneur Ambroise Croizat ou encore par Gilles Perret, réalisateur de *La Sociale*, Rouge production, 84, 2016.



[\[13\]](#) Serge Wolikow [dir.], *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 2010.